

Quatrièmement, les gouvernements ont tendance à modifier, voire supprimer, certaines des mesures qui avaient été adoptées durant les programmes après que ceux-ci ont pris fin. Dans ce cas, ils prennent vis-à-vis des réformes adoptées des décisions stratégiques qui apportent davantage de bénéfices en termes électoraux (des bénéfices « concentrés » sur des groupes électoraux clés) que de coûts (des coûts « diffus » dans la population dans son ensemble).

La grille d'analyse rationaliste qu'appliquent les auteur·e·s les mène ainsi à expliquer l'ensemble des choix des gouvernements étudiés, mais également des prêteurs internationaux, en plaçant le calcul coût-bénéfice comme variable déterminante dans le processus décisionnel. La montée en généralité des présupposés théoriques reste toutefois un pari risqué lorsqu'il s'agit d'étudier des processus politiques nationaux et internationaux complexes, multidimensionnels et multicausaux structurés tant par des enjeux économico-financiers que par des considérations politiques ou électoralistes et par des déterminants idéologiques ou cognitifs. Les résultats de l'analyse des cinq cas choisis se caractérisent alors par une hétérogénéité significative des degrés de confirmation des hypothèses posées, ce qui confirme que l'approche qui conduit à une rationalisation explicative trop généraliste des processus politiques gagnerait à être nuancée.

Cet ouvrage a toutefois le mérite d'apporter une nouvelle démonstration empirique à la thèse qui reconnaît aux pouvoirs exécutifs nationaux une marge décisionnelle centrale dans l'élaboration des programmes d'ajustement économique. De ce point de vue, le travail d'enquête illustre de manière convaincante le phénomène de mobilisation stratégique du cadre contraignant des conditionnalités par les acteurs gouvernementaux afin de servir leurs propres objectifs de réformes économiques. Il contribue aux travaux, dans le champ des études européennes, qui viennent nuancer la thèse univoque d'États-nations impuissants qui subiraient passivement l'imposition unilatérale de réformes nationales par des acteurs externes en échange de prêts financiers octroyés dans l'urgence.

Ariane Gemander -
ULB, REPI

Grin (Gilles) - *European Integration. A Continent in Revolution*. - Lausanne, Jean Monnet Foundation for Europe (Debates and Documents Collection), 2022 [2021]. 178 p. Bibliogr. Illustrations.

L'Union européenne (UE) peut-elle émerger comme un acteur majeur sur la scène internationale ? En tentant de répondre à cette question et en revisitant l'histoire de l'intégration européenne depuis 1815 jusqu'à nos jours, Gilles Grin fournit un compte rendu exhaustif des développements clés de l'histoire de la construction européenne. L'ouvrage débute par une présentation des grands types de régimes ayant existé en relations internationales et tente de replacer l'UE dans l'espace interstitiel situé entre confédération d'États souverains et fédération comme autorité internationale.

Le premier chapitre revisite la période 1815-1945 en séparant les considérations (géo)politiques des développements du système économique international. L'auteur détaille succinctement, mais efficacement, le fragile équilibre entre grandes puissances, dont la logique purement confédérale aurait menée aux deux guerres mondiales. Celle-ci aurait surtout été cristallisée par le traité de Versailles de 1919, dont l'objectif pour la France était moins de sécuriser la paix sur le continent que de prendre sa revanche sur le conflit du XIX^e siècle. Malgré l'intervention de grandes « figures européennes » ayant pour objectif de sécuriser la paix entre les nations, le ressentiment politique, associé à la Grande Dépression, mena logiquement au plus grand conflit de l'Histoire.

Le court deuxième chapitre se concentre sur l'établissement du « nouvel ordre bipolaire international » qui divise l'Europe en deux blocs Est et Ouest. Les pays européens, dévastés par deux conflits mondiaux ayant mis en péril leurs finances publiques, capacités militaires et puissance démographique, auraient ainsi développé une volonté de mettre définitivement un terme à leurs querelles, tout en maintenant une certaine méfiance vis-à-vis de l'Allemagne, dont le potentiel réarmement à l'Ouest suscitait à la fois des sentiments de nécessité et de crispation (matérialisés par le traité de Bruxelles suivi de l'établissement de l'Organisation du traité de l'Atlantique Nord [OTAN]). Le troisième chapitre revient sur la période fondatrice des Communautés européennes (1950-1957). De nouvelles grandes figures européennes disposent cette fois-ci du

contexte idéal pour promouvoir la coopération entre les peuples, résumée par les ambitions contenues dans la déclaration Schuman. Les projets d'Europe supranationale restent néanmoins perdus dans la tension entre logiques confédérales et fédérales, puisque des succès comme les trois Communautés furent contrebalancés par des échecs comme la non-adoption de la Communauté européenne de défense ou la proposition avortée du Royaume-Uni de mettre en place une simple zone de libre-échange se superposant au marché commun.

L'auteur analyse ensuite la période entre 1958 et 2021. Il y fournit une image de l'UE contemporaine et de ses politiques majeures comme l'Union économique et monétaire, Sécurité et justice et Politique européenne de sécurité et défense commune, avant de consacrer une section (de nouveau chronologique) aux multiples crises traversées par l'UE, de ses débuts jusqu'à nos jours, avec des développements conséquents sur le rôle de Charles de Gaulle lors des années 1960. Le fil rouge dans ce vaste ensemble d'informations est sans conteste le positionnement ambigu du Royaume-Uni au sujet de l'union politique. Son retrait de l'UE a réduit la puissance géopolitique et commerciale des institutions européennes, sans entamer pourtant la volonté des États membres, malgré leurs divergences, d'évoluer vers une logique de plus en plus fédérale, y compris au cours de la période de crise contemporaine (depuis 2005, selon lui), ce que l'établissement d'une dette mutualisée et la possibilité pour la Commission européenne d'emprunter au nom des États sur les marchés financiers attestent amplement. Le post-scriptum de l'ouvrage, sur la guerre en Ukraine, ne fait que renforcer cette conviction.

La grande force du livre réside dans sa capacité à résumer de manière extrêmement concise les principaux développements et échecs de l'intégration. Les deux chapitres portant sur la période pré-Communautés posent habilement les bases du contexte socio-économique d'après-guerre qui permit la création de Communautés supranationales, sans toutefois mettre en œuvre les grandes ambitions des pères fondateurs. La majeure partie de l'ouvrage aborde également les principales problématiques de l'UE contemporaine, le tout dans un anglais très accessible qui rend sa lecture agréable.

La grande force de l'ouvrage constitue malheureusement aussi sa plus grande faiblesse. La

brève retranscription des moments clés de l'intégration y est souvent linéaire, ne permettant pas de retracer les éventuelles hésitations des parties prenantes, ainsi que les interprétations concurrentes expliquant les choix des acteurs clés du processus. On pense particulièrement à la position de C. de Gaulle (p. 127-132), dont la décision de refuser l'adhésion du Royaume-Uni à la Communauté économique européenne (CEE) ne serait motivée que par la simple explication géopolitique faisant des Britanniques le « cheval de Troie » des États-Unis, alors que d'autres auteurs (Andrew Moravcsik notamment) justifient cette décision politique par le refus du Royaume-Uni de contribuer plus onéreusement à la Politique agricole commune. Plus généralement, l'auteur revisite l'histoire de la construction européenne de manière assez descriptive, et ne pose pas de nouveau cadre conceptuel ou une interprétation renouvelée de cette « révolution européenne », ce que le titre ou la question de recherche aurait pu laisser supposer. Ces éléments auraient pu être traités en faisant référence à la bibliographie conséquente de l'ouvrage, mais à laquelle le texte ne fait curieusement quasiment jamais référence. En somme, il s'agit d'un ouvrage utile de synthèse sur l'intégration européenne, particulièrement accessible et recommandable aux étudiants néophytes en la matière, qui donne un bagage solide pour poursuivre de plus amples études et lectures critiques sur le sujet.

Julien Bois -

Université de Liège, département de droit

Warloutzet (Laurent) - *Europe contre Europe. Entre liberté, solidarité et puissance*. - Paris, CNRS Éditions, 2022. 496 p. Bibliogr. Index.

Spécialiste des idées et politiques économiques structurant l'intégration européenne, Laurent Warloutzet propose une histoire originale de l'Union européenne (UE), articulée autour du compromis dynamique entre trois logiques : le libéralisme, la solidarité et la puissance.

Pour l'auteur, ces visions d'une Europe unie sont incarnées par trois pôles : des politiques de libre marché, visant l'ouverture à la concurrence et la libre circulation, auxquelles l'UE est souvent associée en bloc ; des politiques néo-mercantilistes (dites aussi de « puissances »), consacrées à la